



## La crise au Brésil ne concerne pas la corruption, mais la destitution d'un gouvernement démocratiquement élu

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 06 avril 2016

[telesurtv.net](http://telesurtv.net)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

*Nous sommes les hommes creux  
Les hommes empaillés  
Cherchant appui ensemble  
La caboche pleine de bourre. Hélas !  
Nos voix desséchés, quand  
Nous chuchotons ensemble  
Sont sourdes, sont inanes  
Comme le souffle du vent, parmi le chaume sec  
Comme le trottis des rats sur les tessons brisés  
Dans notre cave sèche.*

T. S. Eliot, Les Hommes Creux, 1925

A l'instar d'un spectacle politique repoussant, cette crise est comparable à des événements toxiques, comme le coup militaire de Pinochet au Chili et l'opération « Choc et terreur » des USA en Irak en 2003.

Une femme présidente au Brésil court le risque d'être déchu de son mandat – pour lequel elle a été dûment élue par 54,5 millions de personnes – à travers des accusations fiscales fallacieuses qui n'ont pas été examinées en détail par le parlement. Cette procédure douteuse sera menée par un politicien qui prétend représenter la lutte contre la corruption dans le Brésil contemporain.

Parallèlement, l'empire médiatique Globo – l'un des plus grands dans le monde – essaye de convaincre la société civile brésilienne que ce qui se passe n'est pas un coup d'Etat ou une campagne de destitution. Globo, soit dit en passant, était entièrement derrière le coup d'Etat militaire de 1964 au Brésil soutenu par les Etats-Unis.

Et pourtant on a oublié de le dire à la puissante Fédération des Industries à Sao Paulo – l'Etat brésilien le plus riche – qui a financé en début de semaine une coûteuse campagne publicitaire « La destitution maintenant » dans les principaux quotidiens du pays.

Ce sont tous des menteurs. Ce qui se déroule – mené par une bande d'escrocs et d'Hommes Creux assortis – est en réalité un coup d'Etat institutionnel, une campagne de destitution illégale, un changement de régime que j'ai précédemment décrit comme un développement

très brésilien de la Guerre Hybride Douce.

Soyez un délateur, soyez enfin libre !

L'empire médiatique Globo – qui, soit dit en passant, gagne énormément d'argent avec la crise brésilienne en jouant avec le dollar américain – est devenu hystérique avec une nouvelle liste Odebrecht de 500 noms, qui détaille les politiciens brésiliens corrompus ; mais cette liste remonte aux années 1980 et au début des années 1990.

Toutefois, comme l'on pouvait s'y attendre, Globo a refusé de citer l'ancienne employée d'Odebrecht qui a conservé cette liste pendant plus d'une décennie. Elle admet que certains de ces crimes peuvent être prescrit, mais le mérite de cette liste est de montrer comment le réseau de corruption impliquant des sociétés de construction et des politiciens a été une tradition pendant toutes ces années. Elle a ajouté, « la voie pour s'en sortir est une réforme, et non la diabolisation du Parti des Travailleurs ».

Ils sont plus obsédés par se voir offrir sur un plateau la tête de Lula. que d'éliminer la corruption

Dites-le aux procureurs brésiliens. Ils sont plus obsédés par se voir offrir sur un plateau la tête de Lula, dans le cadre d'un accord avec Odebrecht, que d'éliminer la corruption. Ces politiciens qui apparaissent dans une précédente liste d'Odebrecht de 300 noms, qui inclut un who's who de l'opposition et d'anciennes élites de droite, pourrait même rêver de s'en sortir blancs comme neige. Le père de l'entrepreneur Marcelo Odebrecht – qui croupit en prison depuis juin 2015, dans le cadre d'une détention préventive – s'est vu offrir un accord similaire par l'empire Globo lui-même : son fils « obtiendra de l'aide » s'il moucharde Lula.

Et cela nous amène plus près du cœur du problème de la machine d'investigation Car Wash, vieille de deux ans, et qui a fait l'objet de beaucoup de publicité. Il n'y a absolument rien contre Lula, depuis les documents accusateurs jusqu'aux comptes illégaux à l'étranger. Mais pour « avoir sa tête » les procureurs politisés ne pensent à rien d'autre que de détruire, en même temps, l'une des rares sociétés brésiliennes à être compétitive à l'échelle mondiale.

Les accusations contre la Présidente Dilma Rousseff sont également une imposture. La toute première accusation était centrée sur le coût pour le Trésor de quelques programmes sociaux ; mais ensuite il fut découvert que le Trésor en a en réalité tiré profit.

Les fonds prêtés par le Trésor à BNDES – l'une des plus grandes banques de développement au monde, et modèle pour la banque des BRICS – se sont également révélés être vingt fois moindre que ce qui était dû à la banque.

Les arguments accusateurs contre Rousseff s'effondrent totalement lorsque l'on apprend que durant l'année fiscale 2015 – la seule que l'on pourrait prendre en compte dans une procédure de destitution – l'administration a pourvu à un fonds de prévoyance de près de 19 milliards de dollars ; c'est plus que de la prévoyance que de jouer avec les finances publiques.

Le résultat est que Rousseff, qui n'a pas été officiellement accusée de malversations, sera « jugée » par une bande d'escrocs au Congrès, emmenés par un détenteur de compte suisse illégal qui se trouve être le président de la Chambre basse, avec un acolyte douteux en la personne du propagateur initial de la soi-disant mauvaise conduite de Rousseff. Ce duo louche, pour sa part, pourrait devoir répondre à de graves accusations de corruption

parfaitement documentées.

## Les vautours se frottent les mains

Tout ce triste spectacle au Brésil concerne essentiellement le lobbying et le financement de campagnes. C'est une pratique courante aux Etats-Unis. Des lobbies pourraient finir par être punis dans une enquête américaine, mais essayez donc de trouver des procureurs zélés prêts à détruire une société américaine majeure dans le processus ! Ils seraient réduits en poussière à Washington.

La jeune démocratie brésilienne – pleine de vie – n'a pas été assez rapide pour légaliser les lobbyistes. Ce qui reste, comme il était prévisible, est un Far West de corruption politique. Et cela a conduit à la machine à délation qui s'est déchaînée – tout étant entièrement politisé, évidemment.

L'enquête Car Wash a mis au jour un vaste réseau finançant tout le spectre politique. Des sociétés de construction majeures, comme Odebrecht, étaient impliquées. Petrobras n'était qu'une partie de tout ce système.

Mais une décision politique – prise par une combinaison d'éléments de la Justice, de la police fédérale, des médias institutionnels (contrôlés par quatre familles) et les vieilles élites comprador – a centré l'enquête uniquement sur le nœud Petrobras-Parti des Travailleurs, puisque ce parti a accédé au pouvoir sous Lula en 2003. La corruption passée – et présente – a été complètement ignorée.

Ce qui est crucial est que cette décision politique a transformé Car Wash, la faisant passer d'une enquête sur la corruption à un processus armé pour écraser un parti politique. A présent, alors qu'Odebrecht entre dans l'arène en dévoilant comment fonctionne tout ce système pourri, Car Wash n'a plus de raison d'être.

Il ne faut pas s'étonner que cette action ait été transférée au Congrès. Car ce qui importait vraiment, depuis le début, n'était pas de nettoyer le système politique brésilien de la corruption, mais de créer les conditions pour la destitution d'une présidente élue.

Ce que nous avons maintenant est l'Homme Creux aux commandes, le vice-président Temer, dans le rôle de meneur du coup d'Etat, et la plupart des parlementaires en vassaux des Hommes Creux. Ces escrocs pensent désormais vraiment que Rousseff peut être aisément mise sur la touche, probablement dès le 19 ou le 20 avril ; le Sénat proposera une quantité de marchandages louches ; un programme économique néolibéral sera mis en place ; la Déesse des Marchés se réjouira ; et Car Wash mourra d'une mort lente, mais non douloureuse, parce qu'après tout la principale « tumeur », le Parti des Travailleurs, aura été extraite.

Les fonds vautours adoreront. Le Brésil sera à nouveau « gentil avec les investisseurs ». Qui se fiche d'un « gouvernement » provisoire et illégal de changement de régime qui pourrait même devoir répondre de graves « crimes de responsabilité » ? La vieille élite comprador de la justice et des médias dansera dans l'obscurité, la récession refusera de se dissiper, la corruption persistera sans diminuer d'un iota, et l'héritage nocif des Hommes Creux se répandra dans toutes leurs actions tandis que le monde regardera la putréfaction d'un cadavre déjà pourri se poursuivre.

Article original en anglais : « [The crisis in Brazil is not about corruption, but the overthrow of a democratically elected government.](#) », *Teller*, 2 avril 2016

Traduction : JFG pour [Questions Critiques](#)

La source originale de cet article est [telesurtv.net](#)

Copyright © [Pepe Escobar](#), [telesurtv.net](#), 2016

---

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)